

CIBLE

Dangers

La guerre dans les Balkans et les affaires corses ont fait passer au troisième plan la conjoncture économique. Elle n'est pas rassurante. Le commerce extérieur de l'Union européenne est entré dans une phase de net ralentissement, et nos dirigeants répètent depuis des mois que la consommation est le seul moteur de la croissance.

Dans un pays qui connaît un fort taux de chômage, dont la petite baisse statistique s'explique par le développement du travail précaire, le niveau élevé de la consommation des ménages (+ 4,2 % sur un an) paraît surprenant. L'étonnement disparaît lorsqu'on s'aperçoit que le crédit octroyé par les banques aux ménages a augmenté de 5,8 % en 1998. Ce qui signifie que la forte demande repose en grande partie sur des éléments fragiles.

Comme la reconstitution d'une énorme bulle spéculative après la crise boursière de septembre 1998 rend inéluctable un krach de grande ampleur à plus ou moins brève échéance, les motifs d'inquiétude surabondent. Il est inconvenant de les évoquer : on ne dérange pas une classe dirigeante en train de se suicider.

SOCIALISTES

Illusions et mensonges

Statut

L'avenir
de Mayotte

p. 4

Kosovo

L'«affaire»
Debray

p. 2

Il n'y a pas d'affaire Debray

Au retour d'un voyage en Yougoslavie et en Macédoine, Régis Debray a publié deux articles qui ont provoqué insultes, propos diffamatoires et commentaires infamants. Pourquoi ?

Il ne s'agit pas ici de prendre la défense de Régis Debray : les articles qu'il a publiés dans *Le Monde* du 13 mai, dans *Marianne* (17-23 mai), dans *Le Nouvel Observateur* (20 mai) et l'entretien qu'il a accordé à *L'Humanité hebdo* (15-16 mai) plaident suffisamment pour l'auteur. Celui-ci explique de manière précise les conditions dans lesquelles son voyage s'est effectué, les précautions qu'il a prises face au risque de manipulation, le caractère limité de ses observations, le doute méthodique que le lecteur doit entretenir à l'égard de son témoignage - celui d'un simple voyageur.

De ces récits, nous ne tirons aucune citation. Régis Debray prévient que « chaque détail est véridique - et, séparé des autres, mensonger ». Pour que mon article soit compréhensible, je dois cependant indiquer (sans prétendre résumer) que Régis Debray confirme les exactions perpétrées au Kosovo mais

décrit une situation plus complexe que celle évoquée par les correspondants des chaînes de télévision, dit que les opérations de l'OTAN meurtrissent la population civile, quelle que soit l'appartenance nationale ou culturelle, déplore que la France soit soumise aux Américains et espère une solution diplomatique permettant de trouver un *modus vivendi* entre Serbes et Albanais... Avant d'applaudir, ou de s'indigner, il faut lire complètement, attentivement, ce que l'auteur a écrit.

Dans la presse parisienne, c'est l'indignation qui a prévalu. Tout de suite, et jusqu'à l'hystérie. Dès le lendemain, Bernard-Henry Lévy, évoquait Drieu La Rochelle tout en précisant que « Debray n'est pas Drieu ». Précaution peu glorieuse : on salit, en évitant de se tacher. Le ton était donné. Les seconds couteaux publieront, dans *Le Monde*, dans *Libération*, que Régis Debray est un partisan de Milosevic, un pétainiste, un

révisionniste... Pas de discussion : l'excommunication. Pourquoi tant de haine ? Trois raisons.

La première est corporative : certains « grands professionnels des médias », qui restent à Paris, ou qui sont en Albanie, répètent depuis deux mois « qu'on ne sait pas ce qui se passe au Kosovo » ; ils n'ont pas supporté qu'un voyageur signale à son retour qu'il y a des journalistes étrangers qui vivent et qui circulent au Kosovo, et qu'ils peuvent être joints par téléphone. Régis Debray ne revient pas avec la vérité sur la guerre, il demande qu'on s'informe auprès de ceux qui, comme Albert Londres autrefois, la suivent jour après jour. Impardonnable !

La deuxième est tactique. Régis Debray est un homme isolé, donc plus facile à abattre que ceux qui dirigent une organisation ou s'appuient sur un fort réseau d'influence. Après tout, les personnalités politiques qui dénoncent

l'action de l'OTAN devraient déchaîner les grands inquisiteurs. Traiter Charles Pasqua de pétainiste, et Alain Krivine d'hitléro-trotskyiste ? On s'en garde bien. Les foudres de guerre ne brillent pas par leur courage.

La troisième raison est idéologique. Depuis dix ans (donc avant même le début de la guerre civile), la Serbie est haïe (1) parce qu'elle est perçue à Paris comme l'archétype de la nation, d'autant plus utile que cette représentation est effectivement caricaturale. C'est pourquoi nombre d'intellectuels hostiles au principe de la souveraineté nationale souhaitent ardemment l'intervention au sol et acceptent froidement qu'on mène contre la Serbie une guerre totale, au nom d'un principe moral, ou supposé tel, qui est présenté comme indiscutable. Or Régis Debray est un national-républicain qui exprime sur le Kosovo un point de vue non conforme. Dans l'optique manichéenne qui prévaut à Paris, il est doublement coupable et mérite le châtiement suprême. On n'ose pas réclamer le bûcher, mais Bernard-Henry Lévy évoque Drieu (2) et annonce « le suicide, en direct, d'un intellectuel ». Il faut prendre au sérieux les pulsions de mort, même lorsqu'elles se manifestent à Saint Germain des Prés.

Sylvie FERNOY

(1) Cf. Hubert Védrine, « Les mondes de François Mitterrand », Fayard, 1996, prix franco : 180 F. Les pages consacrées à la Yougoslavie sont accablantes pour l'actuel ministre des Affaires étrangères.

(2) Drieu La Rochelle, qui fut une des principales figures de la Collaboration, s'est suicidé en 1944.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
BIMENSUEL - ORIENTA POLITIQUE - EDITAUX RENOUVE

SOMMAIRE : p.2 : Il n'y a pas d'affaire Debray - p.3 : Après nous le déluge - Fusions - p.4 : Mayotte, quel choix ? - p.5 : Pour l'État palestinien - p.6/7 : Monsieur Jospin avait promis... - p.8 : Ardeur et courage d'un vieil économiste - p.9 : La monnaie souveraine - p.10 : Emblèmes nationaux - Les couleurs de la France - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial: Voter la défiance.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone: 01.42.97.42.57
Télécopie: 01.42.96.05.53
Dir. publication: Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN 0151-5772

Après nous le déluge...

Grandes manoeuvres dans la presse régionale : les journaux sont devenus les territoires de chasse des banquiers et des financiers, avec la seule obsession du profit à court terme. Ils vont tout casser !

La presse quotidienne régionale va mal et cela nous inquiète. Un pan majeur de notre démocratie française est en train de se déliter sous nos yeux pour de douteux enjeux financiers et comptables.

Nous sommes d'autant plus inquiets, que notre mouvement a toujours su trouver auprès des journalistes « de province » une oreille attentive et cultivée.

Mais il faut craindre que cette période ne soit révolue : regroupements, plans sociaux, montages fiscaux et financiers... tout est bon aujourd'hui pour réaliser des « économies d'échelle » (en clair, pour réduire les frais de personnel), quitte à détruire les entreprises, leurs histoires et les liens qui les soudent à leurs lecteurs et à leurs régions.

À l'Ouest du nouveau !

Ce qui se passe actuellement dans l'Ouest de la France semble révélateur des grandes manoeuvres que connaît la presse. Dans les pays de la Loire, les financiers de *Ouest-France* et de la Socpresse (groupe Hersant), viennent d'imaginer la création d'une société de location-gérance destinée à permettre des « coopérations » entre les titres. Artifice : il ne s'agit que de la vente déguisée de trois journaux (*Presse-Océan*,

Le Courrier de l'Ouest, *Le Maine-Libre*) à *Ouest-France*, sans que ce dernier n'ait d'ailleurs à délier sa bourse.

Absurdité

Sur le plan de la démocratie, la nouvelle est une catastrophe. Elle signifie qu'à l'ouest d'une ligne Le Havre-Le Mans-La Roche-sur-Yon, la quasi totalité des titres vont être contrôlés par *Ouest-France*.

Pour les entreprises, c'est un drame et un non-sens absolu. Celles-ci sont tellement différentes, dans leur esprit et leurs traditions, qu'une telle rupture n'aura pas d'autres effets qu'un désintérêt supplémentaire de la part des lecteurs.

Bien entendu, les élus de l'Ouest laissent faire et se contentent des vagues promesses patronales de « respect de la pluralité », promesses dont ils sont sûrement les seules dupes.

Cynisme

Car pour ce qui le concerne, le personnel administratif et journaliste de ces journaux connaît déjà la facture : mutations arbitraires, nouveaux plans sociaux, exploitation - en toute illégalité et jamais réprimée - de personnel intérimaire payé de quelques sous et de promesses jamais tenues, répressions syndicales, et enfin l'impérieuse obligation d'abandonner toute fierté dans son travail : « Vous devriez

être heureux, votre statut vous protège » est-il répondu aux plus anciens. A chacun de s'en satisfaire...

Chacun sa m...

A Nantes, le titre *Presse Océan* est gravement endetté. Le personnel salarié va payer par du chômage, des années de gestion pour le moins incompétente. Dans les trois journaux de la Socpresse, le syndicat du Livre (CGT) laisse faire également et négocie de son côté la sauvegarde de l'emploi de ses seuls syndiqués. En clair : les entreprises peuvent mourir ou licencier, ce n'est pas le problème du Livre, tant que ses syndiqués s'en sortent. « Des bourgeois et des collabos » glisse un vieux militant dégoûté. On ne saurait mieux dire...

Usine à gaz

Il est bien évident que les lecteurs aussi s'en rendent compte. Si les patrons fanfaronnent que leurs ventes sont bonnes, ces résultats sont uniquement dus à la création, en 1998, d'éditions du dimanche. Mais la vérité des chiffres, c'est que l'érosion des ventes s'accélère dangereusement. Les directions font mine de ne pas s'en rendre compte. Si seulement cela avait un sens, mais non : on chercherait en vain dans cette usine à gaz un quelconque projet d'entreprise ou la moindre politique de développement. Rien. Rien que de la courte vue et de la cuisine d'agioteurs. Il y aura inéluctablement de nouvelles casses. Après nous le déluge...

Paul GILLES

Fusions

Renault et Nissan, Hoechst et Rhône-Poulenc, BNP-Société Générale : la mode est aux fusions. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire du capitalisme, ni la dernière. Et la mondialisation, qu'on invoque n'est pas la cause première et déterminante de ce mouvement.

Les partisans des fusions soulignent la nécessité, pour les grands groupes, d'atteindre la taille mondiale. Il s'agit-là d'une marque de la volonté de puissance de quelques mégalo-manes, non d'un impératif économique. Depuis des années, d'innombrables études prouvent que les fusions échouent une fois sur deux. Les structures créées à grand renfort de publicité sont trop lourdes, trop compliquées, redondantes, et l'ensemble devient vite ingérable.

Quant aux conséquences sociales, elles sont souvent désastreuses : licenciements massifs, angoisse au sein des nouveaux ensembles, rivalités et incompréhension entre les personnes et les équipes qui appartenaient à des firmes différentes. Sans oublier les opérations qui consistent à structurer ou à liquider certaines unités pour des raisons de rentabilité à court terme.

Les privatisations ont favorisé ce mouvement irrationnel, qui se fait sans aucun égard pour les intérêts de la nation. Le gouvernement assiste sans rien faire à la dilapidation de nos capacités industrielles et financières, et les libéraux qui encouragent ce mouvement ne peuvent même pas prétendre que celui-ci favorise une saine émulation. Au jeu de la concurrence, ce n'est pas la libre entreprise qui prospère mais des monopoles privés qui s'imposent.

Annette DELRANCK

Mayotte, quel choix ?

Vivant sous un régime provisoire depuis vingt-trois ans, Mayotte est appelée à se prononcer sur un statut définitif avant la fin de l'année.

Ultime promesse après d'autres jamais tenues ? Quoi qu'il en soit, afin de préparer la consultation populaire locale, le ministre délégué à l'Outre-mer a mis en place, en métropole, un groupe de réflexion sur l'avenir institutionnel de Mayotte. En fixant sa mission le ministre écrit : « Je tiens d'abord à affirmer avec force que la question de l'appartenance de Mayotte à la République ne se pose pas, Mayotte est française ». Voilà qui témoigne d'une évolution radicale des autorités politiques jusque là fort réservées dans cette affaire. Par ailleurs, un groupe local est à l'origine d'un rapport qui tente d'exprimer ce que peut être « L'être français à Mayotte » (1).

Cinq hypothèses

Nécessairement techniques au regard des dispositions constitutionnelles relatives aux possibilités offertes dans l'organisation des collectivités territoriales, rigoureux et objectifs dans l'analyse du contexte socio-démographique et économique particulier de l'île mais, en même temps profondément respectueux des réalités humaines locales, les experts proposent cinq hypothèses avec une préférence marquée pour l'adoption d'un statut de collectivité territoriale à vocation départementale. Il est certain que cette formulation apparaît bien ambiguë pour un statut qui se veut définitif. Le groupe local, quant à lui, préconise l'adop-

tion immédiate d'un statut de DOM (département d'outre-mer), une départementalisation adaptée selon des modalités fermes mais suffisamment souples et progressives dans leur mise en oeuvre. On peut comprendre l'impatience des Mahorais à vouloir sortir d'une situation provisoire par l'adoption d'un statut susceptible de réaliser un ancrage définitif de l'île à la France. Cependant rien n'est moins sûr si l'on considère que la Constitution (article 53, alinéa 3) prévoit les modalités de cession ou de sécession d'une partie du territoire indépendamment de son statut.

Deux statuts

Au-delà de ces discussions, je souhaiterais attirer l'attention sur un aspect particulier du problème dont l'importance m'a été signalée par divers interlocuteurs qualifiés lors de mon récent passage sur l'île. Mayotte est une collectivité dans laquelle deux statuts cohabitent ; l'un de droit commun, l'autre de droit local qui est en fait l'héritage d'une compilation hétéroclite de règles juridiques de sources diverses telles que le droit coutumier d'inspiration malgache, de normes régissant l'ancien TOM (territoire d'outre-mer) des Comores et surtout le code musulman Minbadj al Talisin composé au XIII^e siècle et dont le contenu heurte de nombreux principes de valeur constitutionnelle : polygamie, absence de régime matrimonial entre époux, répu-

diation de la femme par le mari, absence de reconnaissance des enfants naturels, inégalité des sexes dans le droit successoral. La femme ne percevant que la moitié de la part de l'homme.

Une seule atténuation serait apportée à ses dispositions infâmes ; à la femme répudiée le mari doit faire un « don de consolation » ; une disposition tombée en complète désuétude. A Mayotte, conséquence de l'irruption de l'argent et de la consommation, la société, basée sur le troc et le principe de solidarité collective des services rendus - la moussada - est profondément déstabilisée. Qui se soucie encore du don de consolation ? Et c'est ainsi que dans le cadre du « droit » de répudiation à l'apanage exclusif de l'époux celui-ci a « pour unique contrainte celle de dire à son épouse qu'il a décidé de la répudier ». Dans l'île il y a des milliers de femmes jetées comme des kleenex qui vivent de ce fait la plus sordide des misères.

Des réticences sérieuses

Peut-on espérer une rapide évolution des mentalités ? Hélas on constate une réticence marquée d'une partie de la population aux transformations nécessaires. Pour la plupart des Mahorais la distinction du laïc et du religieux ne va pas de soi et l'attachement à la polygamie reste encore très fort.

Le groupe local - dont au passage je signale qu'il était

composé de trente-sept hommes pour trois femmes - cite en exemple de cet attachement le fait que lorsqu'en 1996 le nouveau code pénal a été étendu dans l'île il a été décidé que l'article 433-20 qui sanctionne la bigamie ne s'appliquera qu'aux citoyens de droit commun «... de nombreux Mahorais s'en sont trouvés soulagés ». Certes, mais combien de Mahoraises ? Et là, je cite ce passage d'un excellent dossier établi par la DASS locale « Ainsi la femme mahoraise née inférieure à l'homme du fait de la religion musulmane, dont la vie conjugale est une brimade perpétuelle ne peut que rarement faire valoir ses droits ».

Que dire après cela sinon rappeler que le préambule de la Constitution de 1946 intégré dans celle de 1958 précise ceci « La loi garantit à la femme, dans tous les domaines des droits égaux à ceux de l'homme ».

Il faut choisir...

Rationnellement et pour de multiples raisons c'est le statut évolutif proposé qui devrait s'imposer. Mais si les Mahorais veulent la départementalisation, pourquoi pas ? mais alors sans réserve, dans toutes ses conséquences y compris celles qui suivent. La France lors de la ratification de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales a déclaré que les textes de la convention et de ses protocoles additionnels s'appliqueraient à l'ensemble du territoire de la République avec pour seule exception les TOM auxquels Mayotte est actuellement assimilée. Or l'article 14 de cette convention stipule l'interdiction de discriminations fondées sur le sexe et la naissance. Il faut que les Mahorais soient conscients que cela ne se discute pas, c'est à prendre ou à laisser. Alors quel choix ?

Michel FONTAURELLE

(1) « Réflexions sur l'avenir institutionnel de Mayotte » - La Documentation française - prix franco : 102 F.

Pour l'État palestinien

En donnant une victoire écrasante au travailliste Ehoud Barak, Israël a voté le 17 mai pour l'État palestinien. Il pourrait gagner la paix avec le Liban et la Syrie.

Le règlement politique définitif de la question palestinienne devait intervenir avant le 4 mai 1999. Netanyahu avait voulu faire des élections du 17 mai un référendum sur la question. Arafat avait réussi à convaincre le Conseil palestinien, Hamas compris, de ne pas proclamer unilatéralement l'État palestinien. Clinton lui avait écrit en demandant un délai d'une année supplémentaire, juste à temps avant l'ouverture de la campagne présidentielle aux États-Unis. Netanyahu a été battu. La majorité des Israéliens a estimé que la question n'était plus d'éviter la proclamation d'un État palestinien. Netanyahu n'avait-il pas signé avec l'OLP de nouveaux accords à Hébron et à Wye Plantation même s'il n'avait aucune intention de les appliquer ? La preuve était faite qu'aucun dirigeant politique israélien ne pouvait plus s'opposer de front au processus de paix. Mieux : la preuve était faite qu'une situation de sécurité bien contrôlée pouvait s'accommoder de la reconnaissance politique et que celle-ci y aidait même. Le succès de Netanyahu sur ce point se retournait contre sa rhétorique familière.

La reconnaissance de l'entité étatique permet d'aller au maximum de concessions. Barak est en droit de formuler les exigences les plus radicales pour peu qu'il ne discute pas le droit à l'État. Arafat sait qu'avec Barak, il devra lâcher beaucoup, plus qu'avec Netanyahu. Il sait que Clinton sera désormais du côté d'Israël dans la négociation alors que la partie palestinienne n'avait jamais bénéficié d'autant d'appuis et de promesses lorsque Netanyahu refusait tout. Du jour au lendemain, Barak est devenu tout aux yeux de la communauté internationale, Arafat n'est plus rien ou presque.

Barak a déclaré qu'il ne cédera pas Jérusalem, qu'il ne démantèlera pas les colonies de peuplement actuelles, qu'il ne reviendra pas aux frontières de 1967 et qu'il ne tolérera aucune armée organisée à l'Ouest du Jourdain. Quatre non très clairs. Il tiendra parole. Personne ne lui en voudra. Il n'aura pas besoin de créer de nouvelles colonies ou d'interdire une présence palestinienne symbolique à Jérusalem comme une ambassade. Pas de provocation, pas de lyrisme : l'ordre. La ligne rouge est tracée : c'est la ligne

médiane. Celle de Rabin, pas celle de Peres et de la majorité des travaillistes, ni celle des pacifistes mais celle de Tsahal.

C'est tellement clair que la préoccupation majeure de Barak n'est pas la question palestinienne, mais celle de la Syrie, comme elle le fut pour Rabin contrairement à Peres. Économe de ses hommes, comme tout chef d'armée qui se respecte, Barak veut réellement sortir Tsahal du bourbier sud-libanais. Il se donne un an. Pas un an pour un règlement définitif avec les Palestiniens, mais un an pour un accord au moins partiel avec Beyrouth et donc Damas. Les Palestiniens sont une charge pour tout le monde dans la région, États arabes encore plus qu'Israël. Mais, en termes stratégiques, ils ne comptent plus que pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire peu de chose. Barak raisonne en termes stratégiques, son interlocuteur sera la Syrie dans le cadre d'un réalignement global de la sous-région.

C'est la conclusion que l'on ne s'étonnera pas de retrouver sous la plume de Frédéric Encel auquel on devait déjà une « géopolitique de Jérusalem » (1) et qui réédite son exploit dans une « géopolitique du Golan » (2). Les trois députés dissidents du parti travailliste qui s'opposaient à l'hypothèse d'une restitution du Golan à la Syrie ont disparu de la nouvelle Knesset. Est-ce un signe ? Barak a les mains libres.

Yves LA MARCK

(1) Frédéric Encel - « Géopolitique de Jérusalem » - Flammarion, 1998 - prix franco : 97 F.

(2) Frédéric Encel - « Une géopolitique du Golan : le Moyen-Orient entre guerre et paix » - Flammarion, 1999 - prix franco : 129 F.

BRÈVES

◆ **YUGOSLAVIE** - Au cours d'une visite de cinq jours en Grèce, le prince Alexandre de Yougoslavie a redit son espoir de voir restaurer la monarchie après la fin du conflit : « Mon pays a toujours été une monarchie, alors il n'y a pas de raison qu'il ne le redevienne pas ». Il a de nouveau condamné les frappes de l'Otan qui sont selon lui « si l'on y réfléchit, une extension de la culture américaine de la Nintendo, les jeux vidéos, mais cette fois ce sont de vraies vies qui sont en jeu ».

◆ **ESPAGNE** - Le roi Juan Carlos s'est rendu à Rome pour une visite d'État au grand maître de l'Ordre Souverain de Malte (O.S.M.) à l'occasion des célébrations du 900^e anniversaire de l'ordre. Reconnu comme institution ayant un caractère souverain, l'OSM a un siège de représentant permanent dans les organismes internationaux (ONU, Organisation mondiale de la santé, Unesco, Conseil de l'Europe) et entretient des relations très étroites avec le Saint-Siège.

◆ **JORDANIE** - De Washington où il achevait sa première tournée officielle dans les pays occidentaux, le roi Abdallah II de Jordanie a déclaré, après les élections en Israël, qu'il était « très, très optimiste » : « nous avons les mêmes vues avec les Israéliens sur de nombreux sujets et je suis très optimiste pour les progrès du processus de paix ».

◆ **KOWEÏT** - Des centaines de Koweïtiennes ont afflué au palais de l'émir pour le remercier de leur avoir accordé le droit de vote et d'éligibilité au grand dam des islamistes. Cheikh Jaber al-Ahmad al-Sabah a ainsi tenu la promesse qu'il avait faite après la libération du Koweït, « débarrassant celui-ci d'une approche de l'égalité des sexes digne de l'homme de Cromagnon » comme le déclare le *Kuwait Times*. Les femmes koweïtiennes réclamaient leurs droits politiques depuis les années soixante, mais les députés conservateurs s'étaient toujours opposés à les leur accorder.

◆ **EGYPTE** - Une soirée, au bénéfice d'oeuvres caritatives égyptiennes, a eu pour thème un bal de charité royal au début du siècle. Cette rétrospective marque sans doute la fin d'un tabou qui interdisait toute évocation de la monarchie renversée par Nasser en 1952. Déjà, en novembre, le palais d'Abdine au centre du Caire avait été ouvert au public et, en décembre, un timbre à la mémoire d'une princesse avait été émis. « Les choses ont profondément changé ces dernières années. Nous nous sommes réconciliés avec notre histoire » a déclaré Maged Farag, l'organisateur de la soirée. Le prince héritier, Ahmad Fouad II, fils aîné du roi Farouk, âgé de 47 ans, vit en exil à Paris.

Monsieur Jospin avait promis...

Contre l'orientation ultra-libérale de la droite, contre la politique du gouvernement Juppé, nous avons voici

deux ans préconisé le vote de rejet. Beaucoup de lecteurs de *Royaliste* avaient donc apporté leur voix aux formations de gauche, sans enthousiasme mais avec le fragile espoir de limiter les dégâts économiques et sociaux. Le rappel des promesses faites par Lionel Jospin ne souligne pas seulement l'ampleur de notre déception : il prouve que, comme des millions d'électeurs, nous avons été trompés. Aux socialistes, nous demandons raison.

Dans une tribune publiée le 16 mai 1997 par *Libération*, Lionel Jospin écrivait ceci :

« Il y a deux ans, Jacques Chirac était élu président de la République. Sa victoire fut attachée aux Français au prix d'un mensonge qui, depuis, n'en finit pas de poursuivre ses auteurs. Au discours sur les promesses électorales a très vite succédé le temps du reniement et des désillusions. La dénonciation de la « fracture sociale » a laissé place au bilan de la « facture sociale ». Il suffit de changer le nom du président de la République par celui de l'actuel Premier ministre : le même constat s'applique aux deux personnages. Pourtant, Lionel Jospin continue de bénéficier d'une réputation d'honnêteté politique et de rigueur morale qui est manifestement usurpée : trop d'illusions répandues, trop de mensonges délibérés.

La preuve ? Les engagements solennels et les déclarations péremptives de la campagne électorale de 1997. Nous avons retiré d'archives surabondantes quelques citations qui portent sur des points décisifs de la politique économique et sociale. On se souvient de la fameuse promesse qui figurait en gros caractères dans le programme officiel : « Nous supprimerons les lois Pasqua-Debré ». Il n'en fut rien, et la question des

sans-papiers n'est pas et ne sera pas résolue. Ce fut le reniement le plus spectaculaire. En voici d'autres :

Salaires

« Notre première priorité est de libérer du pouvoir d'achat pour ceux qui en ont le plus besoin, grâce à une Conférence nationale sur l'emploi, les salaires et la durée du travail, qui relancera la négociation collective » affirme le programme du Parti socialiste pour les élections de 1997. Et Lionel Jospin de préciser, lors d'un entretien accordé au quotidien *Les Échos* du 21 mai 1997 : *« Au cours de la conférence salariale, il est important que l'État organise un cadre dans lequel se discute, entre le gouvernement, le patronat et les syndicats, le partage de la valeur ajoutée auquel on voudrait parvenir ».*

La Conférence nationale a bien eu lieu, mais elle a porté sur les réductions du temps de travail, la question des salaires ayant été résolument oubliée entre juin et octobre 1997.

Pourtant, cette politique salariale avait été présentée à la fois comme un élément majeur de la politique de relance de la croissance et comme un instrument de justice sociale. C'est ce que Lionel Jospin déclarait au *Monde*, le 30 mai 1997 : *« En ce qui concerne les salaires, nous devons viser une montée progressive - une*

restauration - de la part des salaires dans le revenu national, devenue trop faible ». Deux ans plus tard, on constate que, après quelques mesures de soutien de la demande au lendemain de leur victoire de juin 1997, les socialistes ont rapidement renoué avec les complaisances envers le patronat : en septembre 1998, ils annonçaient un allègement de la taxe professionnelle, une baisse accrue de l'impôt sur les sociétés en l'an 2000 et une réduction continue de la taxe professionnelle pendant quatre années encore - sans que des mesures significatives soient prises en faveur des particuliers. Autant de cadeaux qui n'ont aucun effet positif sur l'emploi, comme le répétaient les socialistes quand M. Juppé était Premier ministre.

Travail

« Nous proposons de ramener progressivement la durée légale du temps de travail de 39 heures à 35 heures, sans diminution de salaire ». Tel était le programme, que les socialistes se flattent d'avoir mis en œuvre. Une première loi a été votée. La seconde est en préparation. Mais les premiers résultats font apparaître les illusions et les pièges de cette réforme qui crée peu d'emplois (contrairement aux promesses faites) mais qui accroît la flexibilité du travail et facilite la stagnation, et parfois la diminution

des salaires. On s'aperçoit enfin que le projet de la réduction hebdomadaire du temps de travail se perd dans les brouillards d'une annualisation dont le patronat tire le plus grand profit.

Toujours dans le programme socialiste, cette affirmation : *« Pour combattre les procédures abusives, nous rétablirons un contrôle administratif des licenciements ».* Le gouvernement a vite renoncé à cette disposition : nécessaire et urgente, elle avait l'inconvénient de déplaire au patronat.

Secteur public

« Nous refusons la privatisation des services publics et leur transformation en objet de profit », disait le programme de 1997. Et Lionel Jospin de renchérir le 9 mai 1997 à Pamiers : *« Il n'y aura pas de nationalisations nouvelles mais nous supprimerons le programme de privatisation »* (cité par *Le Monde* du 10 mai). Et de confirmer le 21 mai, dans un entretien accordé aux *Échos* : *« J'ai clairement indiqué que je n'étais favorable ni à de nouvelles nationalisations ni à de*

nouvelles privatisations ». Le futur Premier ministre se montrait donc rigoureusement fidèle à la Déclaration commune du PS et du PCF, signée le 29 avril 1997 et publiée par *Le Monde* du 2 mai. A propos des services publics, on y lisait ceci : *« la droite les brade. Elle privatise et dérègle. Nous nous engageons à faire prévaloir une autre orientation. Ainsi, par exemple, pour France-Télécom, Thomson, Air France, nous proposons l'arrêt des processus de privatisation ».*

Ces déclarations solennelles n'ont pas empêché Lionel Jospin et son gouvernement de réaliser un programme systématique de privatisation : privatisation partielle de France-Télécom, ouverture du capital d'EDF, privatisation partielle d'Air France, privatisation complète, réalisée ou annoncée, du secteur des assurances, du Crédit lyonnais, de Thomson, de l'Aérospatiale : la presse financière observe que Lionel Jospin a privatisé plus que la droite ne l'a fait, et plus qu'elle n'aurait pu le faire. Après le secteur bancaire, livré aux jeux pervers de la mondialisation, ce sont les entreprises et les secteurs stratégiques de l'industrie nationale qui sont abandonnés à la logique de la rentabilité financière immédiate (contraire par définition à l'idée même du projet industriel), des fusions irrationnelles (la plupart échouent), et des suppressions d'emploi (par exemple chez

Thomson, chez Elf-Aquitaine). Bien entendu, l'intérêt de la nation, comme celui des travailleurs de ces entreprises, est délibérément ignoré.

L'Europe

« L'Europe doit être sociale et politique. Nous voulons, par conséquent, que les relations entre les pays participants à l'euro soient fondées, non sur un pacte d'austérité, mais sur un pacte de solidarité et de croissance, permettant une politique pour l'emploi et le progrès social.

« Pour rétablir la politique et la démocratie dans leurs droits, il faut, à côté de la Banque centrale européenne, un gouvernement économique européen.

« Représentant les peuples, il aura la charge de coordonner les politiques économiques des États de l'Union ».

Tel est le morceau de bravoure que nous lisions dans le programme de 1997. Or rien de ce qui a été annoncé en matière de politique européenne n'a été réalisé, ni même sérieusement défendu par le gouvernement de Lionel Jospin. L'Europe sociale n'est qu'un slogan qui recouvre une impossibilité, comme nous l'avons démontré à plusieurs reprises (1). Le seul « pacte » effectif est celui de la contrainte monétaire (lutte contre une inflation inexistante) et la rigueur budgétaire. Deux prétendus « impératifs » inspirés par l'idéologie ultra-libérale et par les milieux financiers, auxquels Lionel Jospin s'est rapidement soumis : la « politique » monétaire a été abandonnée à la Banque centrale européenne, et la préparation du budget 2000 montre que le gouvernement, rompant avec ses dernières attaches « keynésiennes » a choisi la stagnation de la dépense publique - particulièrement néfaste en période de récession. C'est ainsi que l'Europe de la solidarité qui nous était promise reste celle du chômage de masse, qui n'est pas l'effet de la fatalité mais de la volonté des gouvernements européens. Quant à l'Europe de la croissance, elle se transforme en Europe de la récession car l'euro ne nous protège pas des chocs provoqués par la crise financière internationale.

Enfin, le fameux « gouvernement économique européen » est resté dans les limbes en raison de l'opposition de nos partenaires allemands, qui ont seulement concédé la création d'un conseil informel et sans pouvoir.

Nous nous sommes ici bornés à comparer les promesses et les résultats, dans quelques domaines, et sans rechercher les effets polémiques. Des mensonges ont été proférés. Des illusions ont été entretenues, et continuent de l'être - sur les 35 heures et sur les capacités réformatrices des gouvernements sociaux-démocrates européens. Cela ne signifie pas que nous soyons fanatiquement hostiles à Lionel Jospin, et systématiquement opposés aux dirigeants socialistes et communistes. Au contraire, nous approuvons ce qu'ils disaient naguère :

« On ne peut prétendre sérieusement lutter contre la précarité et la pauvreté, tout en menant une politique économique et de l'emploi fondée sur la précarisation du travail. J'ai été frappé de lire, dans une étude récente, que 75 % des contrats de travail signés en 1994 étaient à durée déterminée. On ne peut rester dans la schizophrénie, qui consiste à prôner des politiques économiques résolument libérales et à en déplorer, par ailleurs, les conséquences sociales » (Lionel Jospin, déclaration au *Monde*, 11 janvier 1995).

« Que voulons-nous ? Faire front, unis, contre cette politique insupportable, construire non pas une France précaire mais une France solidaire, répondre aux attentes d'un nombre croissant de Français et de Français que la mondialisation libérale et son cortège de dérégulations alarmant, que les mouvements erratiques de capitaux inquiètent et que les nuages qui s'amoncellent au-dessus de notre protection sociale angoissent ». (Déclaration commune PS-PC. 29 avril 1997).

Le fait est que le gouvernement s'est enfoncé dans la « schizophrénie », tandis que le peuple français continue de vivre dans l'angoisse.

Nicolas LUCAS

(1) *Royaliste* n° 696 « L'impossible Europe sociale ».



PARUTIONS

♦ **LE SECRET DES TEMPLIERS** - Les deux premiers volumes de la série *L'Héritière des Templiers* nous entraînent dans une course haletante au travers de l'Europe et jusqu'à la Terre sainte. Belles dames et sortilèges, faux moines et vrais traîtres, mystères de la foi templière et secret des herbolistes, rien ne manque pour séduire l'amateur d'intrigues policières et amoureuses. Ce « thriller médiéval » est aussi une véritable fresque historique, une somptueuse évocation des splendeurs de l'Orient et des intrigues à la Cour de France.

Renaud Chantefable - « **Le frère Crapaud** » (I) et « **Le Chevalier de Quaranteine** » (II) - Éd. du Rocher - prix franco de chaque volume : 115 F.

♦ **VOIE ROYALE** - Tout le monde le reconnaît : les Belges aiment leur roi et s'accordent pour admettre qu'il est le seul ciment d'une nation qui, sans lui, aurait sans doute éclaté. Comment expliquer ce consensus national et le fort lien affectif qui les unit autour des personnes et de l'institution qui incarnent la continuité de l'État ? Dans un brillant essai, le journaliste belge Paul Vaute met en lumière l'importance de ce modèle bien particulier de la monarchie et montre comment les souverains ont conféré à cet État moderne un visage humain indispensable à la société contemporaine plus qu'à toute autre.

Paul Vaute - « **Voie royale** » - Éd. Mols - prix franco : 125 F.

♦ **LUTTE OUVRIÈRE** - Tout le monde connaît Arlette Laguiller et beaucoup, sans partager aucunement ses convictions trotskistes, ont parfois été tentés d'apporter leur suffrage à cette voix qui dérange. En revanche, Lutte ouvrière, l'organisation dont elle est le porte-drapeau, s'entoure volontairement de mystère et de secrets. C'est pour les percer qu'un journaliste a mené une véritable enquête policière, dévoilant les véritables dirigeants, débattant au grand jour les méthodes et les pratiques qui font assimiler plus facilement ce groupe ouvrieriste à une secte qu'à un parti politique.

François Koch - « **La vraie nature d'Arlette** » - Seuil - prix franco : 49 F.

♦ **ANARCHIE** - Qui s'en souvient ? C'était il y a à peine plus de cent ans, et les anarchistes maniaient à qui mieux mieux explosifs et couteaux pour se venger d'une société où la richesse des nantis était une insulte à la misère des pauvres. Pour nous rafraîchir la mémoire, Yves Frémion a choisi de nous conter, en s'appuyant sur les récits et les documents d'époque, une de ces actions, celle menée par un cordonnier de vingt ans, Léon Léauthier, qui un soir de 1893 « creva un bourgeois » choisi au hasard dans un restaurant parisien. La victime surviva mais, en revanche, la Justice ne ratra pas Léauthier : condamné, envoyé au bagne il sera abattu moins d'un an après au cours d'une révolte de prisonniers.

Yves Frémion - « **L'Anarchiste, l'affaire Léauthier** » - Éd. Flammarion - prix franco : 125 F.

Renfort

Ardeur et courage d'un vieil économiste

Dans le débat sur les causes des crises financières actuelles, le renfort que nous apporte un économiste libéral, prix Nobel de surcroît, est à saluer à sa juste valeur.

Il y a quelques mois, à la suite d'une série d'articles que notre journal avait publiée concernant la crise financière, certains de nos lecteurs avaient fait part de leur étonnement face à ce qu'ils considéraient comme des analyses et des prévisions exagérément alarmistes. Ils pouvaient être fondés à penser que les anti-néo-libéraux que nous sommes noircissaient sciemment le tableau.

Comme un esprit honnête doit toujours douter, il fallait attendre qu'un spécialiste incontestable vienne porter, ou non, de l'eau à notre moulin. C'est pourquoi je vous conseille de vous jeter sur le petit livre de Maurice Allais « *La crise mondiale d'aujourd'hui* ». Maurice Allais, prix Nobel de sciences économiques est un libéral convaincu, mais au bon sens du terme ; en outre son âge plus que respectable en fait un homme libre et peu dépendant. Cet ouvrage, la plupart du temps accessible même à ceux qui ne sont guère familiers du sujet, ne se borne pas à faire des constats mais propose également des remèdes à la situation.

Maurice Allais démontre d'abord, preuves à l'appui, que cette crise s'inscrit dans la longue série des désordres économiques que nous avons connu depuis le XVIII^e siècle : « *Fondamentalement, cette crise mondiale résulte d'une structure monétaire et financière inappropriée. Elle a*

de profondes similitudes avec la crise de 1929, avec cependant des circonstances très aggravantes ». Ces phénomènes aggravants sont la mondialisation financière « précipitée et excessive » et la préexistence d'un chômage de masse, qui n'était dans les années 30 qu'une conséquence de la crise.

Le prix Nobel soutient que le vrai responsable de notre situation est le crédit. La création de monnaie doit rester pour lui une prérogative des seuls États. Or, le crédit, et cela commence avec un simple découvert bancaire, équivaut à une création incontrôlée de monnaie puisqu'il revient à générer des revenus qui ne sont pas la conséquence d'un échange. On peut d'ailleurs noter à cet effet que le recours au crédit, dans les vingt dernières années, a été - mais à quel prix ! - le seul moyen de provoquer une hausse du pouvoir d'achat. Le libéral Allais propose de revenir à une forme d'encadrement du crédit pour remettre de l'ordre. Peu naïf par nature, l'économiste souligne la responsabilité des institutions internationales « *bien plus préoccupées par les pertes des spéculateurs [...]*

que par le chômage et la misère suscités par cette spéculation ». Plus grave encore, depuis les années 80, les intervenants ont une dangereuse habitude de financer des investissements à long terme avec des crédits à court terme, et seul l'obtention de nou-

veaux crédits permet au système de survivre, mais jusqu'à quand ? Seul ce tour de passe-passe retarde encore une très salutaire remise à niveau.

La dérégulation financière a provoqué une instabilité qui ne permet pas à l'économie de se développer normalement, c'est à dire avec des gains partagés et non au profit d'un petit noyau d'affairistes. Cela est amplement démontré par la récente flambée des bourses asiatiques dont la croissance est trainée par un petit nombre de valeurs phares dont la montée en puissance cache la misère ambiante.

La doctrine « laissez-fairiste » a fait faillite, tout le monde le sait, mais bien peu sont prêts à consentir aux efforts nécessaires pour remettre de l'ordre. Sur tous les plans, réforme du crédit, indexation en valeur réelle des engagements, réforme des marchés financiers et du système monétaire, les idées de Maurice Allais respirent le simple bon sens et le vrai courage.

Il faudrait des pages supplémentaires pour donner une idée plus précise de cet ouvrage dense, courageux, honnête et pédagogique. Ce livre ouvre une brèche dans les doctrines à la mode et présente de vraies propositions pour en sortir. Lisez-le et imprégnez-vous des idées d'un vieux monsieur qui n'a plus rien à démontrer d'autre que d'avoir eu raison jusqu'à maintenant sur toute la ligne.

Pascal BEAUCHER

Maurice Allais - « **La crise mondiale d'aujourd'hui** », pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires » - Éd. Clément Juglar - prix franco : 159 F.

Idées

La monnaie souveraine

Les auteurs intimident. Michel Aglietta et André Orléan sont d'authentiques savants, cofondateurs de l'école de la régulation, et qui peuvent être considérés comme des maîtres - qui le sont, pour ce qui me concerne. Leurs travaux sont impressionnants et ceux que je veux présenter brièvement (1) semblent réservés aux seuls spécialistes : la monnaie, quoi de plus technique et de plus théorique ! Apparemment...

Car il ne faut pas avoir peur de pénétrer cette étrange matière, que les doctes déclarations de MM. Duisenberg et Trichet rendent impénétrable. On aura la surprise de découvrir, derrière la fameuse « masse monétaire » et sous les maquis des taux d'intérêt, le monde qui nous est familier. La monnaie, c'est de la violence, du sang, du sacrifice, donc du sacré, des relations aux dieux (à Dieu) et entre les hommes, du désir, mais aussi de la loi, de la légitimité - la politique même. Autant de mots que ces messieurs de Francfort, de Bruxelles et de Bercy évitent de prononcer, autant de concepts qu'ils récusent.

Ce qui incite à penser que le fameux « lancement de l'euro » a eu lieu dans la méconnaissance des « réalités » que les puissants de l'heure prétendent dominer par l'étendue de leur savoir. Mais Michel Aglietta et André Orléan nous avaient avertis, voici près de vingt ans, que la science économique ne s'intéressait pas à la nature des phénomènes monétaires, et qu'elle ne faisait pas intervenir la monnaie dans ses spéculations sur l'échange. Dans le domaine du savoir, y aurait-il un champ autonome ? Non point : il n'y a pas de théorie de la monnaie, mais seulement une théorie de la quantité de monnaie - le monétarisme dont on fait grand cas depuis vingt ans.

D'où ce paradoxe réconfortant : l'expert surchargé de diplômes risque de dire beaucoup plus de bêtises sur la monnaie que les lecteurs de la Bible et les militants royalistes et républicanistes qui se passionnent pour les questions relatives à la souveraineté.

Dès lors, pourquoi privilégier les écrits de deux économistes, même s'ils sont éminents ? Parce que Michel Aglietta et André Orléan, sans oublier Marx, ont beaucoup fréquenté René Girard qui a attiré leur attention sur la rivalité mimétique et les modes de circulation de la violence. Parce qu'ils ont travaillé avec des historiens et des anthropologues qui apportent d'indispensables contributions à la compréhension du problème.

De fait, pour comprendre les fonctions de la monnaie, il faut suivre Charles Malamoud et Mark Anspach dans l'Inde védique, Daniel de Coppet en Mélanésie, retrouver les censeurs de la Rome Antique avec Jean Andreau, l'histoire financière de la monarchie capétienne avec Jean-Marie Thivaud... Magnifiques voyages, en compagnie de chercheurs inconnus au tableau d'honneur médiatique mais en tous points excellents. Au retour, qu'avons-nous appris ? En trop peu de mots ceci :

La première opération monétaire est le don que l'homme fit au prêtre chargé de sacrifier les animaux pour attirer sur le croyant la bienveillance d'un dieu : les rites de l'Inde ancienne nous en apprennent long sur ce fait anthropologique fondamental, où se trouvent déjà liés l'argent, le sang et le sacré. Donnée à un prêtre médiateur entre l'homme et le dieu, la monnaie permet d'opérer une coupure salutaire dans le fil de violence.

La bienveillance des dieux inspire à l'homme le sentiment qu'il est leur débiteur. Il leur doit la vie (le mot *ma* signifie à la fois le devoir et la dette) et l'homme est un être qui vit *stricto sensu* à crédit : l'indo-européen *kred* désigne en effet cette portion de pouvoir magique que l'homme reçoit du ciel pour se protéger. L'homme qui a confiance dans ses dieux (pensons au *credo* latin) bénéficie en échange d'une assurance-vie.

Monnaie, crédit, confiance. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil, mais les sociétés dites primitives en savaient plus long sur la monnaie que certains banquiers centraux qui feraient bien de se plonger, toutes affaires cessantes, dans l'étude du circuit du porc chez les 'Aré 'Aré.

Que découvriraient en outre ces messieurs ? Que la monnaie n'est pas seulement utilisée pour des pratiques superstitieuses : elle permet des échanges paisibles entre les hommes, elle contient la violence mais conserve en elle son potentiel violent. Les hindous, les Grecs, les juifs et les chrétiens connaissent tous l'ambivalence de la monnaie : elle est un équivalent universel pour les transactions, elle évite l'opposition des désirs rivaux pour le même objet, mais la dette de vie peut devenir le noeud coulant qui étrangle l'endetté, et le crédit peut être une morsure mortelle si l'emprunteur tombe entre les mains d'un usurier.

Dans leurs tours de verre et d'acier, les financiers mondialisés croient que tout cela est dépassé. A tort. Mark Anspach cite un article récent de *Newsweek* décrivant les « tueurs à gages » qui « *offrent leurs employés comme sacrifices humains à Mammon, dieu de Wall Street, espérant faire hausser le prix de leurs actions* ».

Ces relations complexes entre la monnaie, la violence et le sacré permettent de comprendre la fonction essentielle que remplit le pouvoir politique dans le monde judéo-chrétien et dans les sociétés modernes. Le Souverain n'est pas ce Moloch que les libéraux-libertaires vouent à l'anéantissement. Au contraire. Le pouvoir souverain est celui qui rassemble les hommes sur un même territoire où circule la même monnaie, pour les protéger des agressions extérieures mais aussi de la guerre civile : la charge violente de la monnaie est retenue par le roi qui s'attribue le pouvoir de battre monnaie et qui contrôle (plus ou moins bien...) sa circulation. Le bel idéal judéo-chrétien de l'alliance entre le peuple qui fait confiance et le pouvoir légitime qui protège n'a pas été perdu par les États contemporains : sans doute ont-ils oublié l'interdiction de l'usure, commune aux juifs, aux chrétiens et aux musulmans, mais ils demeurent jusqu'à une date récente dans la logique du *kred*.

En inventant un euro techniquement géré par une banque centrale européenne, certains États ont cru se décharger de leurs responsabilités et en finir, dans une petite zone du continent européen, avec les confrontations monétaires. Ils n'ont fait que déplacer la charge violente de la monnaie, qui se libère déjà sous la forme du chômage (effet de la contrainte monétaire) et qui se développera sous forme de flexibilité et de baisse des salaires - car la concurrence entre les monnaies se transformera en concurrence sur les conditions de travail et sur les rémunérations.

Mais la question de l'euro reste posée, puisque cette monnaie n'a pas encore été mise en circulation. Or elle ne circulera que si les citoyens ont confiance dans l'autorité qui battra monnaie. Et cette confiance n'est jamais accordée qu'à une autorité légitime, qui incarne l'ensemble d'une collectivité. La monnaie est politique. Elle est et restera l'acte d'un pouvoir souverain.

Bertrand RENOUVIN

(1) Michel Aglietta et André Orléan, *Violence de la monnaie*, PUF, 1982 (prix franco : 165 F) ; et plus récemment, sous la direction des mêmes auteurs : *Souveraineté, légitimité de la monnaie*, Cahiers Finance, Éthique, Confiance, Association d'Économie financière, 1995, (prix franco : 290 F) ; *La Monnaie souveraine*, Éditions Odile Jacob, 1998 (prix franco : 173 F).

Emblèmes nationaux

Du coq gaulois au bleu des maillots des joueurs de l'équipe de France, les Français, au cours de leur histoire, ont eu recours à une véritable collection d'emblèmes officiels ou officieux. Michel Pastoureau nous permet de tout savoir sur le sujet.

« En fait, chaque époque, chaque dynastie, chaque régime, ajoute sa « couche emblématique » à la précédente sans l'effacer ni la recouvrir totalement. Peut-être est-ce là le propre des vieux pays comme la France, au sein desquels la naissance de l'État a de loin précédé celle de la Nation ». Ainsi s'exprime Michel Pastoureau dans l'introduction de son excellent ouvrage intitulé « Les emblèmes de la France ». Conçu comme un dictionnaire, le livre passe en revue, au fil des rubriques, les différents éléments qui symbolisent notre pays.

Sait-on que la France est le seul pays d'Europe à n'avoir pas d'armoiries officielles ? L'auteur note que cela pose parfois de délicats problèmes protocolaires. L'origine en est sûrement la « chasse aux armoiries » (assimilées à tort à un signe de noblesse) qui eut lieu, en 1792, après la chute de la monarchie. Si elle n'a pas d'armoiries, la France a un drapeau. Mais Michel Pastoureau relève que : « aussi étrange que cela puisse paraître, la genèse du drapeau français pendant la Révolution française demeure un problème historique méconnu et controversé ».

Au fil des pages, l'historien apporte de précieuses indications, ou combat des idées reçues. A propos du bleu, couleur de la France, il évoque Suger, abbé de Saint-Denis, et saint Bernard, abbé de Clair-

vaux : « c'est sans doute à eux plus qu'à La Fayette, à Bailly ou aux parisiens insurgés de juillet 1789, créateurs de la première cocarde tricolore, que l'on doit le bleu de France ». Les nostalgiques d'une certaine coupe du monde de football qui crient « Allez les bleus ! » n'en reviendront pas ! Quant au coq, il n'est peut-être pas si gaulois qu'on le pense généralement. Combien de nos concitoyens savent la place qu'il tint, à plusieurs reprises, dans la France d'Ancien régime ?

On lira encore avec intérêt les rubriques consacrées à la fleur de lis, à la cocarde tricolore, à la croix de Lorraine (qui est d'Anjou), au dauphin ou... au franc. Sans a priori idéologique, avec une érudition jamais ennuyeuse, Michel Pastoureau passe en revue les emblèmes de la France à travers les siècles. Mais cet exercice n'est pas gratuit : « Un minimum de savoir emblématique partagé devrait être le garant d'une certaine cohésion nationale et permettre de faire front devant toutes les dérives autocratiques ou les menaces totalitaires ».

Mais il est pessimiste en considérant que « ce savoir minimum n'existe pas dans la France actuelle ». Après son ouvrage, ce n'est plus tout à fait le cas.

Alain SOLARI

Michel Pastoureau - « Les emblèmes de la France » - Éditions Bonneton - prix franco : 104 F.

Les couleurs de France

Le délire sacré est sans doute un genre bien démodé. Il reste pourtant le meilleur remède contre tous les conformismes du réalisme.

Il est des livres qui ne sont vraiment pas des livres comme les autres. Dans un même mouvement, ils séduisent et agacent. Voudrait-on les rejeter que, par quelque magie inconnue - blanche, n'en doutons pas - on les verrait forcer notre lecture. Oui, ce sont des livres vraiment bizarres. A peine s'esquissent les premières titillations de l'enthousiasme qu'elles se transforment déjà en crispations ironiques qui, à leur tour, bien avant que d'avoir libéré leurs acides nocifs, se seront dispersés au gré des points de suspension de la perplexité. Et là encore n'est-ce qu'un état transitoire avant que ne s'inaugure un nouveau cycle de sensations et de réflexions. Oui, des livres vraiment bizarres, bizarres et fascinants.

Ainsi en est-il de l'ouvrage de René-Nicolas Ehni, intitulé « Venez, enfants de la patrie ! ». René-Nicolas Ehni est un Alsacien, réfugié (mais est-ce le bon mot ?) en Crète et en orthodoxie. Depuis son île enchantée, comme le sont toutes les îles de la Méditerranée, il suit l'épopée de l'équipe de France de football lors de la dernière Coupe du Monde, le « Moundial » écrit-il joliment. Posé au cœur d'une auberge, trône le poste de télévision, et là se rencontrent, dans et devant l'écran, les peuples bigarrés de la terre, communiant dans une même exaltation faite de crainte et d'espoir. Ne vous attendez pas à des commentaires sportifs, c'est de poésie épique dont il s'agit ici : les Roland ou Olivier ont nom

Zidane ou Thuram. Roland ne périra pas, l'épopée sera victorieuse.

Pour René-Nicolas Ehni, cette victoire devient signe, signe mystique. Bien sûr, nous en avons entendu des tirades sur cette France qui gagne, cette France Black-Blanc-Beur qui sait dépasser ses différences pour asseoir sa victoire, mais il ne s'agit pas ici d'une glorification de « l'intégration républicaine », bien au contraire oserions-nous dire, mais d'une méditation inspirée sur la renaissance de la France et les conditions de sa pérennité glorieuse. Bref, une folie ! Je cite : « Sur sept ans, retour sur l'hexagone de nos différents lignages des Isles, soit sept millions de personnes ». Et nos campagnes se repeuplent de Peuls et de Pygmées, et nos villes festoient, riches d'une sève nouvelle. Le Pen et Mégret ont sans doute succombé à une crise cardiaque, et quelques milliers de Français de souche fuient en Allemagne : ce n'est pas grave, ils n'avaient plus de français que la souche, qui est, comme chacun sait, du bois mort et pourrissant.

Une belle utopie ? Peut-être plus : la condition pour que la France soit la France, et qu'elle en vaille le coup... Une dernière précision, pour que le lecteur ne se sente pas abusé : Ehni n'est pas, mais alors pas du tout, un adepte du politiquement correct, ni dans les idées, ni dans le langage.

Patrick PIERRAN

René-Nicolas Ehni - « Venez, enfants de la patrie ! » - La Nuée Bleue, 100 p. - prix franco : 69 F.

T'a pas cent balles ?

Un mois. Un mois seulement. C'est le laps de temps qui nous reste pour rassembler les 50 000 F qui nous sont absolument nécessaires pour que nous puissions continuer à assurer la parution normale de *Royaliste*. C'est vous dire combien je m'inquiète de voir notre souscription avancer à si petits pas.

Un de nos plus anciens abonnés nous écrit : « vous savez que je ne vis que de ma très modeste pension d'agriculteur, mais si *Royaliste* devait disparaître ou même paraître moins souvent je ne me le pardonnerais pas, aussi ai-je décidé d'arrêter de fumer et de vous verser tous les mois les 180 F correspondant à cette économie ». Que notre ami soit ici publiquement remercié et qu'il serve d'exemple à tous ceux de nos lecteurs qui n'ont pas encore réagi à mon appel à l'aide !

Yvan AUMONT

3^e liste de souscripteurs

Denise Authier 700 F - Irène Colomb-Jacob 50 F - Michel Cornet 400 F - Michel Cusin 500 F - Vanko Dauvergne-Rouda 100 F - Jean Demay de Goustine 150 F - Luc Durand 200 F - Marc Gandonnière 100 F - Marcelle Geber 300 F - Pierre Jallut 150 F - Philippe Lallement 100 F - Jacques Leflaive 200 F - Maurice Massin 100 F - François Verrazzane 500 F - G.L.G. 450 F - Aimé Richardt 500 F - H.R. (Bordeaux) 100 F - Anonyme Sarthe 500 F - Henri Uzac 100 F - Pierre du Vair 600 F - Laurent Veyrenc 100 F.

Total de cette liste : 5 800 F

Total précédent : 7 750 F

Total général : 13 550 F

L'association État de droit prend une ampleur nationale

Les 4 et 5 juin se tient à Angers le congrès "refondateur" de l'association *État de droit* qui veut réunir les citoyens qui refusent d'en rester aux luttes de survie et engagent un combat pour la dignité humaine, pour les droits qui la garantissent en l'inscrivant dans une perspective de progrès social. Nous incitons tous les militants de la NAR à s'associer à cette action.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site Internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

À noter : les correspondants qui avaient l'habitude d'utiliser la ligne "personnelle" d'Yvan Aumont sont priés de ne plus le faire, cette ligne étant maintenant réservée aux communications électroniques.

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

Mercredi 2 juin : La « malédiction du travail », la « prédisposition des Juifs » pour l'usure et pour le commerce... Sur le texte biblique, les malentendus surabondent ; sur les relations entre les Juifs et l'économie, les préjugés véhiculés au cours des siècles ont eu de terribles effets. Balayant tout ce fatras, Raphaël DRAI nous invite à découvrir « L'économie shabatique ». Philosophie du travail, conception de la propriété, finalité du commerce :

tout ce qui est ignoré ou détruit par l'ultra-libéralisme retrouve sa pleine signification et son actualité.

Mercredi 9 juin : Historien, membre du Parti communiste, animateur du courant refondateur, Roger MARTELLI a étudié dans un ouvrage récent les conditions dans lesquelles la nation française s'est constituée, le développement mondial du phénomène national, et la situation actuelle des États par rapport aux logiques transnationales. « Faut-il défendre la nation ? » Sur la résurgence des idéologies nationalistes, sur les tendances communautaristes, sur le sens de la construction européenne, le débat avec un représentant de la tradition communiste ne peut manquer d'être passionnant.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année)

CONSEIL NATIONAL

Le conseil national de la NAR se réunira à Paris le dimanche 20 juin. Rappelons que le conseil national se réunit deux fois par an et qu'il rassemble les membres du Comité directeur, les délégués élus par les adhérents et les anciens membres du Comité directeur. La veille, le 19 juin, Nicolas Lucas animera une réunion de l'équipe nationale

GIRONDE

Bertrand Renouvin se rendra à Bordeaux le jeudi 24 juin pour une réunion-rencontre avec les abonnés de *Royaliste* et les sympathisants de la NAR. Cette réunion sera une excellente occasion pour faire découvrir notre mouvement à vos amis. Que les lecteurs intéressés se manifestent en téléphonant au journal pour avoir tous les renseignements.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Voter la défiance

Une campagne électorale dérisoire. Une élection qui ne changera en rien le cours des affaires d'une Europe dont l'identité reste énigmatique. Devant des citoyens accablés ou indifférents, des personnages du milieu dirigeant poursuivent des ambitions strictement nationales, à la tête de listes composées d'apparatchiks et de clients - auxquels les directions partisans ont alloué des places comme autant de rentes de situation.

Tel est le spectacle général, qui fait perdre le sens même des enjeux et de l'action politiques. L'examen des diverses propagandes n'est pas moins consternant.

Les principales listes de gauche et de droite se réfèrent à des conceptions illusoire ou ridicules.

Le fédéralisme européen, dont se réclame François Bayrou, se heurte à une impossibilité politique dans la mesure où aucun État membre de l'Union européenne n'a la volonté ou la puissance nécessaire pour imposer cette formule - abusivement calquée sur le prétendu modèle des États-Unis d'Amérique.

La « fédération des États-nation » dont se réclament les socialistes n'est qu'un slogan, employé pour faciliter une manœuvre tactique, mais contradictoire dans les termes : entre la formule fédérale qui implique l'édification d'un État unique englobant et diluant des nations historiques, et la confédération qui associe les États dans le respect des nations, un choix doit être fait. En refusant de le présenter clairement aux

électeurs, le Parti socialiste tente de les abuser.

L'abus de confiance n'est pas moins patent dans l'ordre économique et social. L'Europe « libérale » est insupportable : il s'agit d'un anti-modèle, étranger à la pensée économique classique, à la doctrine démocratique-chrétienne et au gaullisme, dont se réclament les renégats de ces trois grandes traditions ; il s'agit d'une idéologie de la concurrence, érigée en principe unique et absolu, qui affaiblit les nations, détruit leurs structures industrielles et financières, porte atteinte aux droits des citoyens et à la dignité des personnes.

L'Europe social-démocrate est devenue une fiction depuis que les gouvernements qui se réclament des diverses variantes de la tradition socialiste ont délibérément accepté l'idéologie du laisser-faire, la soumission du pouvoir étatique à la tyrannie des marchés et une contrainte monétaire qui provoque la régression économique et sociale.

Nous ne pouvons faire confiance à des dirigeants - ceux de l'UDF, du RPR, du Parti socialiste - qui acceptent ou qui favorisent le despotisme bureaucratique, et qui en sont venus à ne plus respecter le droit international et les principes fondamentaux de la nation. Des abandons graves de souveraineté ont été consentis et la Constitution a été réformée sans que le peuple français ait été consulté ; une guerre d'agression est actuellement menée sans décision du Conseil de Sécurité, sans que le Parlement ait, par son vote, autorisé la guerre. Ces actes illégitimes doivent être dénoncés. Les échecs et les

impasses de la construction européenne doivent être dûment constatés, afin que l'Europe toute entière puisse se retrouver et mettre en oeuvre un projet de justice, de liberté et de progrès pour le continent tout entier. Les renoncements du milieu dirigeant doivent être sanctionnés.

Nous aurions souhaité apporter notre soutien à une liste contestataire. Nous regrettons de ne pouvoir le faire. Notre tradition royaliste est à l'opposé du national-populisme et de l'extrême droite raciste. Le bellicisme des Verts, que nous ne confondons pas avec l'écologie, achève de disqualifier cette formation hostile à l'idée même du Politique. Nous avons trop vivement combattu la démagogie xénophobe de M. Pasqua pour nous rallier à l'expression douteuse d'un nationalisme conservateur et autoritaire. Les compromis pitoyables que passe la direction du Parti communiste nous empêchent d'apporter nos suffrages à cette formation. Le comportement sectaire de Lutte ouvrière nous tient éloignés de la liste trotskiste.

Pour l'ensemble de ces motifs, nous préconisons le vote blanc, acte de défiance, et non l'abstention. Nos critiques et nos refus concernent les dirigeants des formations évoquées - non leurs militants. Parmi ceux-ci, à droite comme à gauche, beaucoup sont déjà persuadés que la politique française et le projet européen doivent être radicalement transformés. C'est dans cette perspective qu'il faut agir, dès maintenant.

**Le Comité directeur de la
Nouvelle Action Royaliste**